

**Assemblée générale**

Distr. générale
18 mai 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 78 a) de l'ordre du jour

Les océans et le droit de la mer :

les océans et le droit de la mer

**Lettre datée du 11 mai 2022, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent d'Oman
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la note verbale datée du 21 avril 2022 adressée par le Ministère omanais des affaires étrangères (voir annexe), en réponse à la lettre datée du 16 décembre 2021 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/76/610](#)), à laquelle était annexée une note verbale datée du 14 décembre 2021 adressée par le Ministère émirien des affaires étrangères et de la coopération internationale au sujet de l'avis de navigation n° 10 de 2018 émis le 7 mai 2018 par l'autorité portuaire émirienne de Ras el-Kheïma.

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 78 a) de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mohamed Al Hassan



**Annexe à la lettre datée du 11 mai 2022 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
d'Oman auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

**Note verbale datée du 21 avril 2022, adressée
au Secrétaire général par le Ministère omanais
des affaires étrangères**

Le Ministère omanais des affaires étrangères présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et se réfère à la lettre datée du 16 décembre 2021 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/76/610](#)), à laquelle était annexée une note verbale datée du 14 décembre 2021 adressée par le Ministère émirien des affaires étrangères et de la coopération internationale au sujet de l'avis de navigation n° 10 de 2018 émis le 7 mai 2018 par l'autorité portuaire émirienne de Ras el-Kheïma.

En réponse à la note verbale des Émirats arabes unis, qui est dénuée de tout fondement et de toute preuve juridiques, Oman voudrait réaffirmer la teneur de la lettre datée du 5 juin 2020 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Oman auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/74/942](#)) et de la lettre datée du 22 décembre 2020 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Oman auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/75/700](#)). Il tient également à réaffirmer ce qui suit :

- Oman dénonce vivement et rejette l'avis de navigation n° 10 de 2018 émis le 7 mai 2018 par l'autorité portuaire émirienne de Ras el-Kheïma (Émirats arabes unis) ainsi que les mesures et procédures qui l'accompagnent, comme celles figurant dans l'avis de navigation n° 22 de 2021 publié le 7 novembre 2021 et les avis maritimes publiés par d'autres pays, publiant et diffusant l'avis susmentionné. Il demande donc une fois de plus aux États Membres de donner pour ordre, aux navires battant leur pavillon, de ne pas se conformer à l'avis susmentionné, qui est illégal et contraire au droit international, dans la mesure où il ne tient pas compte de l'article 15 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et contrevient également à la loi fédérale émirienne n° 19 de 1993 ;
- La zone de mouillage omanaise, citée dans l'avis de navigation n° 13 de 2015, est directement située au large de ses côtes et relève de sa mer territoriale, conformément aux principes du droit maritime international. Ce sont donc les mesures prises par les Émirats arabes unis et leur transgression des eaux omanaises qui mettent en danger des vies humaines ainsi que la sécurité de la navigation maritime : elles ont des conséquences, qu'ils devront assumer.

Oman condamne une fois de plus le refus des Émirats arabes unis de se conformer au droit international et dénonce un comportement qui est incompatible avec la réalité de la situation. Il rappelle que les Émirats arabes unis devront assumer toutes les conséquences du non-respect de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982.

Enfin, Oman considère la présente note comme un document officiel et demande au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de prendre les mesures nécessaires pour bien vouloir en distribuer le texte aux États Membres, conformément aux procédures établies.